



Préfecture
Secrétariat Général
Direction des libertés publiques et des collectivités locales
Bureau du Droit de l'Environnement

Arrêté mettant en demeure
le Syndicat Mixte Départemental pour le Traitement des Ordures Ménagères et Assimilées (SMDTOMA)
de respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 5 septembre 2007
pour le site qu'il exploite sur la commune de GONDRIN

Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1 qui dispose : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé..... »*,
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2007 portant mise en conformité et de prescriptions complémentaires relatives à la fermeture de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Gondrin exploitée par le SMDTOMA à Gondrin,
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2008 autorisant le SMDTOMA à exploiter un centre de transfert de déchets ménagers et assimilés, un centre de transfert de déchets propres et secs issus de la collecte sélective et une plateforme de broyage de déchets verts au lieu-dit « A la Lande Communale », sur les parcelles cadastrées n° 142, 157, 158 et 159, section F2 du territoire de la commune de Gondrin,
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 7 juillet 2010 faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 22 juin 2010 du site exploité par le SMDTOMA sur le territoire de la commune de Gondrin,
- CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 22 juin 2010 de la décharge d'ordures ménagères réhabilitée il a été constaté que le traitement des lixiviats est réalisé, soit par la station d'épuration de la ville de Condom, soit par l'installation de traitement des lixiviats de l'installation de déchets non dangereux de Pavie (déclaration GEREP), soit prochainement par l'installation de traitement des lixiviats de l'installation de déchets non dangereux du Houga (information de l'exploitant),
- CONSIDÉRANT** que le dossier de réhabilitation de la décharge prévoit que les lixiviats produits par le site de Gondrin seront traités, uniquement, par la STEP de la ville de Condom,
- CONSIDÉRANT** que les installations de traitement des lixiviats des sites de stockage de déchets non dangereux des sites de Pavie et du Houga ne sont pas autorisées à traiter des effluents provenant de sites extérieurs. Elles ne disposent pas, dans leur arrêté d'autorisation, de la rubrique 2750 (station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles en provenance d'au moins une installation classée),
- CONSIDÉRANT** que le changement de destination finale des lixiviats en vu de leur traitement constitue une modification notable au sens du II de l'article R. 512-33 du code de l'environnement,
- CONSIDÉRANT** que ce changement notable doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation,
- CONSIDÉRANT** qu'il convient, conformément à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant soit, de respecter les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2007 soit, de déposer un dossier relatif aux modifications des conditions d'exploitation apportées au traitement hors site des lixiviats.
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant a été informé par courrier en date du 9 juillet 2010, de l'avis et de la proposition de mise en demeure,
- Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Le Syndicat Mixte Départemental pour le Traitement des Ordures Ménagères et Assimilées (SMDTOMA), pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'il exploite sur le territoire de la commune de Gondrin est mis en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la présente notification :

- soit de faire traiter les lixiviats par la station d'épuration (STEP de Condom) mentionnée dans le dossier de réhabilitation de la décharge conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 4.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2007, soit de transmettre au préfet du Gers un dossier relatif aux modifications de traitement hors site de ces lixiviats,
- de réaliser les analyses de l'eau du ruisseau du Castagnériou conformément aux dispositions de l'article 9.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2007 ci-après :
 - ◆ Un point en amont et un point à 20 m à l'aval du dôme des déchets seront choisis sur lesquels les paramètres ci-après seront analysés dans les 3 mois suivant la fin du chantier puis une fois tous les 3 ans :
 - pH, conductivité, DBO₅, DCO, MES, NH₄⁺, Azote global, Cl⁻ ;
 - Pb, Zn ;
 - Hydrocarbures totaux.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er} l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement (consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité), indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de PAU (Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Secrétaire Général, M. le Sous-Préfet de CONDOM, M. l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à M. le Maire de GONDRIN.

Fait à AUCH, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Signé : Serge GONZALEZ